

De la productivité au bien-être : miser sur les compétences de base

Pierre Fortin¹
Université du Québec à Montréal

« *On s'en souviendra, de cette planète.* »
— Boris Vian

D'ENTRÉE DE JEU, MALGRÉ ma grande estime et mon admiration pour les travaux de Philippe Aghion et Peter Howitt, je vais en quelque sorte prendre le contre-pied de la stratégie de croissance qu'ils recommandent pour un pays qui se situe à la frontière du développement technologique, ou tout près. Même si nous sommes tous d'accord avec leur proposition d'augmenter l'investissement dans l'éducation et la formation universitaires, je dirais plutôt que notre tâche la plus pressante est de développer les compétences de base, de réduire le taux de décrochage au secondaire et d'accroître le rôle joué par nos collègues communautaires et nos cégeps. Notre tout premier objectif devrait être d'accroître la productivité moyenne du travail non pas tellement en incitant notre population active déjà productive à l'être encore plus, mais plutôt en amenant le segment moins productif de notre population active plus près de la médiane.

Ma défense de cette recommandation s'appuie sur trois piliers : les récentes études empiriques sur les sources du bien-être; l'incidence des compétences de base sur la croissance; et l'effet

de la concurrence mondiale sur notre main-d'oeuvre peu spécialisée.

Lien entre croissance du revenu et bien-être

En premier lieu, les résultats des récentes recherches sur le lien entre le revenu monétaire et le bien-être subjectif portent à croire que ce rapport est en très grande partie *relatif*. Dans les pays avancés, nous ressentons toute augmentation du revenu au départ comme une montée d'adrénaline. Mais cette impression s'atténue bien vite ou se dissipe totalement lorsqu'on s'y habitue et que les autres nous rattrapent en obtenant à leur tour une augmentation. C'est un jeu relatif qu'il est, en passant, tout à fait opportun de souligner quelques semaines seulement après que Tom Schelling ait reçu le Prix Nobel. Le point à retenir, c'est que les Néo-Zélandais, à 20 000 \$ par habitant, sont aussi heureux que les Hollandais (à 24 000 \$), les Canadiens (à 27 000 \$) et les Américains (à 32 000 \$). Du même souffle, ces recherches indiquent que, lorsque le PIB passe de zéro à environ 15 000 \$, le bien-être grimpe de façon très substantielle en

1 L'auteur est professeur de sciences économiques à l'Université du Québec à Montréal et membre du Conseil d'administration du Centre d'étude des niveaux de vie. Cet article a été préparé pour le panel sur les politiques visant à augmenter la productivité au Canada, qui s'est réuni à Ottawa le 4 novembre 2005. Le panel avait été mis sur pied par le Centre d'étude des niveaux de vie pour célébrer son 10^e anniversaire.

termes absolus, par le fait même que la population à faible revenu se hisse au-delà du niveau de subsistance. L'idée voulant qu'au delà de ce seuil le bien-être repose sur le niveau relatif du revenu plutôt que sur son niveau absolu existe depuis fort longtemps. Cependant, les travaux empiriques des économistes Richard Layard, Andrew Oswald, Ernst Fehr, John Helliwell et Robert Frank lui ont récemment donné plus de poids. En même temps, il importe d'admettre que le niveau *absolu* de la production continue d'avoir son importance, mais dans un sens *néгатif* : à mesure que les pressions sur l'environnement local et mondial s'accroissent, elles risquent de réduire le bien-être à long terme.

L'idée que le bien-être soit lié au revenu relatif, alors que la qualité de l'environnement (et, partant, la viabilité à long terme des systèmes économiques) se dégrade avec la croissance du revenu absolu, a de lourdes conséquences pour la stratégie de croissance qu'il faut adopter. Comme le soulignait le philosophe Joseph Heath, cela signifie, en premier lieu, qu'il n'est pas tellement urgent de promouvoir la croissance maximum à tout prix dans les pays avancés. En deuxième lieu, cela veut dire que la stratégie de croissance devrait, au premier chef, s'attacher à éradiquer la pauvreté dans les pays à faible revenu et à rapprocher du revenu médian les populations pauvres des pays avancés. En troisième lieu, compte tenu que le simple fait de porter le revenu moyen des pays en développement à la hauteur du revenu moyen des pays plus avancés obligerait à tripler la production mondiale (avant même avant de tenir compte de la croissance démographique), les effets de la croissance sur l'environnement devraient être une préoccupation de premier plan.

Il est assez clair que le progrès technologique permettra une croissance plus propre dans l'avenir. Mais ce n'est pas tant notre potentiel technologique qui m'inquiète, mais bien le comportement collectif des 191 pays de cette

planète. Lorsque nous avons commencé à gérer l'environnement mondial, trois grandes difficultés sont apparues : admettre qu'il y a effectivement un problème malgré que les conséquences soient incertaines et de longue portée; rallier un consensus sur les efforts à déployer; faire respecter les ententes internationales dans ce domaine. La gestion de l'environnement planétaire d'ici la fin du siècle ne sera pas une sinécure.

Incidence des compétences de base sur la croissance

Comment allons-nous donc rapprocher les Canadiens pauvres du revenu médian du pays? En favorisant les compétences de base, en diminuant le décrochage au secondaire et en accroissant le rôle joué par nos collègues communautaires et nos cégeps. Voilà mon deuxième argument. L'effet des compétences de base sur l'augmentation des salaires et la croissance économique fait l'objet d'une abondante documentation. Je ne m'y attarderai pas. Permettez-moi seulement d'attirer votre attention sur le récent *Commentaire* de l'Institut C. D. Howe, dans lequel Serge Coulombe et Jean-François Tremblay exposent l'efficacité des investissements publics dans les compétences de base. Après une courte introduction sur les récents travaux empiriques, les deux auteurs recourent aux résultats de l'*Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes* pour démontrer qu'il est plus important pour la croissance économique des pays d'améliorer les capacités de lire et de compter des personnes qui sont au bas de l'échelle des compétences que de produire des diplômés hautement qualifiés et d'augmenter les investissements dans le capital physique. Non seulement ces résultats indiquent-ils la nécessité de poursuivre l'objectif général d'élimination du taux de décrochage au secondaire, mais ils fondent l'établissement d'indicateurs de qualité — c'est-à-dire des indicateurs de rendement de

Tableau 1

Répartition de la population de 25 à 29 ans selon le plus haut diplôme/grade obtenu (2002), et niveau médian de scolarité (2001) dans quatre régions du Canada (en pourcentage)

Plus haut diplôme/ grade obtenu	Région			
	Québec	Ontario	Canada atlantique	Ouest canadien
Aucun (décrocheurs)	13	9	11	10
Études secondaires	18	28	28	36
Études postsecondaires	44	34	40	33
Études universitaires	25	29	21	21
Total	100	100	100	100
Années médianes de scolarité	15,2	15,3	13,9	14,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active 2002* et *Recensement du Canada de 2001*, fichiers de microdonnées.

l'élève et de l'école reposant sur des tests de compétence normalisés.

J'ajouterai qu'un tel effort serait particulièrement pertinent dans ma province, le Québec, où 13 % de la population de 25 à 29 ans n'a pas terminé ses études secondaires (tableau 1). Non seulement ce pourcentage est-il supérieur à la moyenne nationale de 10 %, mais il s'observe malgré le fait que le diplôme d'études secondaires soit décerné à la fin de la 11^e année au Québec.

Vient ensuite le rôle accru à faire jouer par les collèges communautaires et les cégeps. Une récente étude que j'ai eu l'occasion de préparer avec mon collègue Marc Van Audenrode, du groupe d'analyse à Montréal, a démontré que la création des cégeps au Québec a, pour diverses raisons, été un incroyable accélérateur de la scolarité générale et professionnelle dans cette province et qu'elle a, de plus, surtout profité à la population à revenu faible et moyen. Comme l'indique le tableau 1, le niveau de scolarité médian du groupe des 25 à 29 ans au Québec s'établit à 15,2 ans. Il est à peu près égal à celui de l'Ontario (15,3 ans). Le Québec a été en mesure d'atteindre ce taux de scolarité même s'il affiche le plus fort taux de décrochage au secondaire et un taux de diplomation universitaire

inférieur à celui de l'Ontario. Dans mes rêves les plus fous, le système des cégeps est implanté partout au Canada !

En outre, compte tenu que plus de la moitié des cégépiens sont inscrits au volet technique plutôt que général, le système collégial Québécois offre un bassin relativement important de diplômés professionnels et techniques qui aide à mieux apparier l'offre et la demande de travailleurs semi-spécialisés. Mark Lewis, dans sa thèse de doctorat de 2002 au MIT, a obtenu les mêmes résultats au moyen de microdonnées en ce qui concerne l'incidence des cégeps sur la scolarité. Lewis a constaté que le système des cégeps avait fait monter le niveau de scolarité moyen des anglophones et des francophones du Québec. Un rôle accru pour les collèges communautaires serait de toute évidence une stratégie appropriée et simultanée en faveur des populations à faible revenu du reste du pays.

Incidence de la concurrence mondiale sur notre main-d'oeuvre peu spécialisée

La troisième et dernière raison que j'invoque à l'appui d'un investissement public accru dans la productivité au bas de l'échelle tient à la

« menace asiatique ». En vingt ans, les économies d'Asie auront bientôt déversé environ un milliard de nouveaux travailleurs sur le marché du travail mondial. La plupart de ces travailleurs seront peu spécialisés et faiblement rémunérés — mais, bien entendu, plus compétents et mieux payés qu'avant. Si les théorèmes de base du commerce international ont conservé leur sens — vous rappelez-vous de Stolper et Samuelson? —, cela n'augure pas bien pour les petits salariés au Canada et dans les autres pays industrialisés, dans la mesure où la plupart de ces nouveaux travailleurs produisent des biens assujettis aux règles de l'OMC.

De fait, le processus a déjà commencé. La vaste industrie du vêtement du Québec, par exemple, a déjà perdu 20 000 de ses 50 000 emplois manufacturiers depuis 24 mois. On observe une diminution relative de l'emploi manufacturier en Amérique du nord depuis les années 50, en grande partie à cause de la croissance rapide de la productivité manufacturière et de la forte élasticité-revenu de la demande de services. Mais cette fois-ci, c'est la production intensive en main-d'œuvre peu spécialisée qui risque de disparaître une fois pour toutes. Nous pouvons retarder le processus, mais pas l'empêcher de se produire.

Voilà pourquoi il est de plus en plus urgent d'augmenter le niveau moyen des compétences au Canada et dans les autres pays avancés. Nous

devrions considérer les politiques d'éducation et de formation comme un facteur clé de la lutte contre l'inégalité des revenus, comme l'ont récemment souligné Kevin Murphy, Craig Riddell et Paul Romer. Lorsqu'on augmente le niveau moyen des compétences dans une population, c'est à la fois la rareté des travailleurs peu spécialisés et l'abondance des travailleurs hautement spécialisés qui s'accroissent. Une telle mesure diminue donc l'inégalité des salaires dans l'ensemble de l'économie. Voilà exactement le but que nous devrions poursuivre.

Conclusion

Permettez-moi de reformuler mon propos dans cette conclusion. À mon avis, nous devrions chercher à augmenter la productivité moyenne du travail non pas tellement en incitant à une plus grande productivité notre main-d'œuvre déjà productive, mais bien en rapprochant de la médiane le segment moins productif de notre population active. Cette recommandation s'appuie sur le fait que la valeur marginale des hausses de productivité atteint son plus haut point lorsqu'elles servent à améliorer le bien-être de notre population à faible revenu. Nos tâches les plus pressantes sont donc de nature distributive : favoriser les compétences de base, diminuer le taux de décrochage au secondaire et accroître le rôle joué par nos collèges communautaires et nos cégeps.